



SOMMAIRE

Edito

Bruxelles et la participation citoyenne

Interview page 3

« Un travail de recherche à mi-chemin entre l'université et le travail professionnel »

Article 1 page 4

Le réseau
« Capacitation Citoyenne »

Article 2 page 5

Une semaine à Bruxelles

Article 3 page 6

La constitution européenne
vu du Bruxelles

Carnet de route

La participation citoyenne à Bruxelles

Julien Couturier
Promotion 2
Février-Juillet 2005

Edito :

Bruxelles et la participation citoyenne

Née au Brésil, periferia est une association internationale à but non lucratif (AISBL) basée à Bruxelles. Les membres fondateurs se sont inspirés d'expériences en participation citoyenne, mises en place en Amérique du Sud, principalement au Brésil (budget participatif de Porto Alegre par exemple) pour les transposer en Europe.

L'objectif de l'association est de contribuer au développement et au renforcement de la démocratie locale en Europe, en sensibilisant les pouvoirs publics au partage du pouvoir et les administrés à devenir acteur de la société. Plus précisément, elle œuvre au renforcement du dialogue politique local, de l'action publique concertée, de la capacitation citoyenne. Ce mot capacitation est un néologisme qui vient du brésilien « capacitação » et du Sénégal « capacitation ». Il signifie les « capacités de chacun à participer et intervenir dans la vie collective, à agir sur le quotidien pour le transformer. Par rapport à la formation, il s'agit d'une décision autonome, d'une démarche active, qui place l'individu comme acteur de sa propre formation ».

L'association, composée de trois membres permanents, s'est spécialisée sur trois thématiques principales. Ils coordonnent et permettent au « réseau capacitation citoyenne », en collaboration avec Arpenteurs (Grenoble), de fonctionner. Ils organisent des consultations citoyennes (Atelier de Travail Urbain à Valenciennes, Maison de la Participation à Anderlecht, l'Espace Dialogue du relais social de Liège). Ils maintiennent les échanges Nord/Sud avec l'évaluation et la capitalisation d'expériences participatives en Amérique du Sud et en Afrique.

Le « réseau capacitation citoyenne » est essentiellement composé d'associations et/ou collectifs basés en région Wallonne et en région Nord-Pas de Calais. Bien que située à Bruxelles, l'association n'a qu'une connaissance minimale des expériences de participation en région bruxelloise. periferia m'a mis à contribution pour effectuer un recensement de pratiques participatives à Bruxelles. Mon stage s'est enrichi de travail de terrain en collaboration avec les membres de l'association (participation mensuelle à l'Espace Dialogue au Relais Social de Liège, réunion du comité de pilotage de la Maison de la Participation à Anderlecht, etc...).



Interview :

« Un travail de recherche à mi-chemin entre l'université et le travail professionnel »

Julien, géographe et urbaniste de 28 ans, est parti en Belgique pour travailler à un réseau de participation citoyenne. Son stage s'est déroulé pendant quatre mois.

Comment se sont déroulés ces quatre mois à Bruxelles ?

Je suis parti travailler à « periferia » une association belge qui travaille sur la participation citoyenne et le développement de la démocratie locale. Au début j'ai commencé par participer aux différentes actions de l'association pour mieux comprendre et appréhender les activités en cours. J'ai commencé mon travail de recensement des différentes expériences de participation citoyenne à Bruxelles et parallèlement. je devais également participer à l'organisation de journées de rencontre au sein du réseau. Malheureusement elles ont été reportées après mon départ.

Quels ont été les points forts de cette mission ?

Au début le problème a été de ne pas connaître à fond la ville de Bruxelles. Cela m'empêchait de porter à terme ma mission de recherche de nouvelles expériences de participation. Les personnes rencontrés n'avaient rarement connaissance d'initiatives de ce genre. J'ai néanmoins réussi à localiser une vingtaine d'association dont j'ai présenté la réalisation dans mon mémoire.

Quel enrichissement personnel et professionnel tires-tu de cette expérience ?

Au début je m'attendais à un stage de terrain mais en réalité j'ai fait plutôt un travail d'analyse et de recherche à mi-chemin entre une étude universitaire et un travail professionnel. Ce n'est pas la première fois que j'ai fait quelque chose comme cela. Je peux dire donc que professionnellement je n'ai pas avancé beaucoup malgré le bon déroulement du stage.

Comment envisage-tu ton avenir ?

Je ne sais pas encore, en tout cas cela dépendra des opportunités qui j'aurais. Pour l'instant je suis sûr de partir au Québec chercher un travail dans mon domaine. Je suis convaincu qu'au Canada je pourrais avoir plus de possibilité de trouver un travail qui m'intéresse. J'ai déjà vécu un an là-bas, je connais bien le contexte social et professionnel. J'aime bien le sentiment d'être étranger.

ugo nocera

Le réseau "Capacitation Citoyenne"

15 Mars 2005

Le terme de capacitation est un néologisme venant du Brésil et du Sénégal. Ce terme signifie « acte ou effet de rendre capable ». « Il place l'individu et le groupe comme acteur de sa propre transformation dans un contexte et des processus collectifs. » Le réseau, coordonné par les associations « Arpenteurs » de Grenoble et « periferia » de Bruxelles, regroupe environ 20 collectifs de France et de Belgique, plus particulièrement de la région wallonne, de la région Nord Pas-De-Calais, et de l'Isère, ainsi qu'un au Sénégal et un au Brésil. Ces groupes travaillent sur des problématiques différentes en matière de participation. Ces collectifs sont issus de politique institutionnelle ou non. On peut tenter de réunir les différentes associations par thématiques :

Les services d'interventions de services sur la grande précarité : o Relais social de Charleroi o Relais social de Liège

Les expériences pour lutter à l'insertion : o « Parole de chômeurs » de Wattrelos (Nord) o « Maîtrise des savoirs de bases » du CUEEP (Centre Université-Economie d'Education Permanente) de Sallaumines (Pas-De-Calais) o Écoles de consom-acteurs dans la province du Luxembourg en région Wallonne o Association de Rouvroix qui travaille avec les enfants pour sensibiliser et intégrer les enfants (associations de demandeurs d'emplois qui voulaient se créer leurs propres emplois) o Passerelle (FUNOC : Formation Université Ouverte -Charleroi) à Monceau sur Sambre

Les collectifs issus de la société civile : o CLCV (association Consommation Logement et Cadre de Vie) de Grande-Synthe (Nord) o EN.CO.RE :

ENGagement COopération REsponsabilité à Valenciennes o « Vivre ensemble » à Montreuil

Les collectifs issus des pouvoirs publics o Comité d'habitants de Fontaine (Isère) o ATU (Atelier de Travail Urbain) de Grande-Synthe (Nord)

Le collectif mis en place par des professionnels pour encadrer l'initiative des jeunes o Cap Berriat pour soutenir l'initiative des jeunes à Grenoble (Isère)

Le collectif basé sur l'économie solidaire : o Terre Fontaine-l'Évêque (région wallonne) Ces associations font partie intégrante du réseau même si certaines n'ont pas encore rédigé les **livrets bleus**.

Ainsi, les deux organisations coordinatrices du réseau ont mis en place deux journées, les 4 et 5 mars 2005, sur le thème de la capacitation citoyenne, ayant pour but, de renforcer les réseaux et de faire des liens entre les différentes associations malgré différents contextes régionaux et sociaux (régions sinistrées (Nord, brabant), des différentes politiques sociales, Institutionnalisation de la participation).

Les journées des 4 et 5 mars se sont déroulées selon une suite logique. La première journée a vu la présentation de chaque collectif. Les acteurs sociaux, les bénéficiaires, les coordonnateurs ont donc parlé de leurs actions quotidiennes et de leur rapport avec les bénéficiaires de leurs structures, de leurs rapports avec institutions et les pouvoirs publics. La connaissance de ces structures a généré des questions et des interrogations quant à la gestion interne, à la reconnaissance de la part des pouvoirs publics. Chacun a essayé d'apporter sa contribution d'interrogations, de savoir, savoir-faire, de comparaison par rapport à leurs actes. Le contexte a été propice à la communication (le micro, la caméra, et le droit à la parole et à l'écoute de chacun), les individus ont exprimé ce qu'ils estimaient important.

Le deuxième jour a été dans la continuité. Il s'agissait d'une capitalisation de la rencontre de la veille. Les animateurs du colloque ont réuni en groupes hétéroclites les participants pour faire des propositions qui pourraient intéresser le réseau sur ce qui avait pu se dégager le premier jour. Chacun a donc essayé d'exprimer le ou les thèmes qu'ils jugeaient importants. À la suite de la restitution en assemblée 5 grands thèmes communs se sont dégagés :

Démocratie participative

Droits : B Logement B Santé B Éducation B Services B Eau (rapport Nord-sud)

Communication : B Au sein du réseau B Entre les différentes associations ou collectifs B Meilleure diffusion de l'information

Financements : B FPH B Budget participatif (Belgique) B Bénévolat B Autofinancements

Ouverture : B Au monde économique B Au sud Ces cinq thèmes ont été complétés par des thèmes transversaux comme les rapports intergénérationnels de participation citoyenne, les notions de territoire, le sens des mots (différence France Belgique et sémantique), la culture.

Le but de ces journées a été donc de tenter de développer des liens à l'intérieur du réseau entre certaines associations. De plus, chaque structure s'est engagée à réfléchir sur les thèmes pour renforcer le réseau et partager son savoir et sa capacitation.

Le bilan des organisateurs belges (periferia) est plutôt bon. Il reste à savoir comment s'exprimera l'engagement des membres du réseau capacitation citoyenne.

Une semaine à Bruxelles

14 mars 2005

Je ne sais pas trop, quel ton je dois adopter, après avoir lu les différentes « Une ». Les premières, comme chacun a pu le noter, étaient plutôt tournées vers la bonhomie du groupe, et les différentes anecdotes se rapportant à chacun. Mais voilà, depuis presque deux semaines maintenant, chaque membre de ce merveilleux groupe, n'ayons pas peur des mots, est parti dans sa contrée d'élection. Il faut donc commencer à traiter de ce qui nous concerne tous : Notre stage Pour ma part, le stage n'a pas commencé à Bruxelles mais à Roubaix. En effet, c'est à Roubaix, que l'association Periferia a organisé un colloque réunissant tous les membres du réseau « capacitation citoyenne » pour partager leurs expériences et de fait renforcer ce réseau. Ces deux jours de colloque ont été une entrée en matière et une prise de contact, avec ma nouvelle équipe, des plus intéressantes. La semaine passée a donc été une introduction à ce que sera ma vie en Belgique pour 18 semaines. Que pourrais-je dire de cette première semaine à Bruxelles ? Des milliards de choses certes, mais par où commencer ? Je vais d'abord vous parler de banalités comme le temps qui comme vous vous en doutez est exactement le même qu'à Paris c'est-à-dire frais et humide. Ensuite, la crise du logement existe partout et si on n'entre pas les standards de stage de la commission européenne, il n'est pas facile de se loger. Le propos n'étant pas là, nous allons nous concentrer sur la notion de capacitation citoyenne ainsi que celle de participation qui sont effectivement liées. Ma première semaine de stage a été normalement consacrée à une mise en contexte du milieu bruxellois. Ce n'est d'ailleurs pas une chose aisée de comprendre le fonctionnement institutionnel de la Belgique. Pour faire court, la Belgique est composée de trois régions (Bruxelles capitale, la région Flamande et la région Wallonne) mais elle est aussi régie par trois communautés linguistiques (les

Promotion 2 – juillet 2005

francophones qui comprend la région wallonne et 85% de Bruxelles, les néerlandophones qui englobent la région flamande et un peu Bruxelles et les germanophones qui représentent seulement nonante mille personnes (90 000)). Ce qui fait qu'à Bruxelles en tant que capitale, région et ville, on compte plus de 1000 élus pour un million d'habitants. Une semaine, rien de moins, pour comprendre tout ça ! Sinon, ma mission ne va pas se limiter à cela et au contraire, elle est supposée me donner plus de responsabilités au sein de l'association. Mon intégration se fait donc en douceur même si, je devrais peut-être le taire, la xénophobie envers les français (je le prends pour moi !) existe dans mon milieu de travail. J'espère que vous serez traités aussi bien que moi, malgré tout ! Bon courage à tous !



le bâtiment de la commission européenne.

La Constitution Européenne vu de Bruxelles

6 Juin 2005

Il va être difficile d'être aussi pertinent que les autres auteurs de unes. En effet, quand on se penche sur les sujets proposés depuis trois mois maintenant, on s'aperçoit que ceux-ci sont des prises de positions qui conduisent à des prises de consciences. Je me sens un peu démuni pour rédiger cette Une. Même si la participation citoyenne tend à développer la démocratie locale, un enjeu pas toujours bien intégré par les pouvoirs en place, le sujet traité ne demande pas autant d'engagement personnel. Toutefois, nous pouvons nous pencher sur les troubles qui secouent l'Europe à savoir le OUI/NON de la Constitution Européenne. Je ne tiens absolument pas à rentrer dans le débat maintenant. (Problème d'engagement peut-être ? Ce n'est juste pas le fond de mon exposé). Je ne sais pas si c'est la proximité de la France et des Pays-Bas qui fait que le sujet des deux référendums est sur toutes les lèvres ici, mais je pense surtout que les Belges auraient aimé être consulté. En Belgique, les sénateurs ont approuvé le texte le 28 avril 2005, suivis par les députés le 19 mai 2005. Le Traité doit encore être soumis aux cinq assemblées régionales et communautaires belges, en principe avant l'été. Le fait est qu'en Belgique, la consultation populaire directe, le référendum, est anticonstitutionnelle. Le clivage entre les communautés flamandes et wallonnes est tellement important qu'un référendum pourrait nuire à l'unité de la fédération Belge. Toutefois le sujet ne concernant pas les problèmes internes de la Belgique, peut-être qu'une révision de la constitution (belge celle-là) aurait été possible ? Les autorités belges ne voulaient pas mettre en péril la situation centrale de Bruxelles, donc de la Belgique, au cœur de l'Europe ? Tout cela reste hypothétique. Bonne continuation. A bientôt.